LE SUCCÈS DURABLE DE MACDONALD AU QUÉBEC

PATRICE DUTIL est un auteur, commentateur et militant occasionnel. La plupart du temps, il est un professeur dans le Département de politique et d'administration publique à l'Université Ryerson et ce depuis août 2006. Durant la deuxième moitié de 2013 il était chercheur invité à Massey College (Université de Toronto) et il a passé l'hiver 2014 à titre de professeur invité à l'école de politique publique de l'Université George Masson (en Virginie). Ses principaux intérêts de recherche sont le leadership dans la politique et dans le secteur public, le processus de développement politique, et l'étude des élections. Il écrit sur divers aspects de l'institutionnalisme et de l'élaboration des politiques publiques.

La relation de Macdonald avec le Québec a toujours été quelque peu énigmatique. On peut facilement considérer son soutien inébranlable pour la Confédération et son dévouement constitutionnel à « promouvoir les intérêts de l'Empire britannique » comme rien de moins qu'une projection de la vision assimilationniste de Lord Durham pour le Canada français.[1] Ceci aurait pu être pour lui un handicap politique en 1867. On a longtemps pensé qu'il était dépendant de George-Étienne Cartier, de ses idées et de son soutien. En effet, il avait été complètement sidéré à la mort de son ami en 1873, alors que le gouvernement s'écroulait sous le poids écrasant de preuves pointant à la corruption. Douze ans plus tard, Macdonald était à nouveau considéré comme étant particulièrement vulnérable suivant la pendaison de Louis Riel à la fin de 1885. Non moins, les Québécois ont quitté le pays en masse pendant son mandat ; entre 20 % et 30 % de la population a quitté pour trouver du travail, la plupart aux États Unis. Déjà 400 000 d'entre eux s'étaient établis en Nouvelle-Angleterre au milieu des années 1870.[2] Tenant Macdonald et son gouvernement pour responsables de la mauvaise gestion économique, les gens ont voté avec leurs pieds plutôt qu'avec leurs bulletins de vote. Enfin, Macdonald ne parlait pas français et a très peu fait campagne au Québec. Environ 20 % de la population du Québec durant cette période était anglophone.

Et pourtant, Macdonald est demeuré populaire au Québec de 1867 jusqu'à sa mort en 1891. Il a fait face à l'électorat sept fois, a remporté une majorité de sièges à cinq reprises (les exceptions sont la débâcle de 1874 et l'émergence de Wilfrid Laurier en 1891) et le vote populaire dans la province à chaque occasion. En fait, Macdonald s'est avéré être généralement beaucoup plus aligné avec les idées et les attitudes de ses contemporains québécois qu'on ne le croit. Il a toujours été plus populaire au Québec qu'en Ontario (c'est seulement lors de l'élection de 1887 que le vote populaire en sa faveur en Ontario fut plus élevé qu'au Québec), et son soutien dans la province s'est avéré beaucoup moins volatile que dans le reste du pays.

Comment a-t-il fait ?[3] Politiquement, Macdonald était adroit. Son message protectionniste a clairement résonné, au moins pour ceux qui sont restés. Il a évité les intrusions dans les affaires de la province. Il n'a refusé que quatre lois de la législature du Québec (comparativement à sept en Ontario, treize en Colombie-Britannique et dix-huit au Manitoba !) et n'est intervenu ouvertement qu'une seule fois dans la politique provinciale. Il l'a fait en 1879 par la suppression d'un lieutenant-gouverneur libéral partisan de telle sorte que, à son tour, le gouvernement libéral controversé puisse être rejeté. Son respect pour le Canada français, en contraste avec l'attitude antifrançaise de George Brown, lui a valu un soutien constant à la fois au niveau local et provincial. Il semble que son gouvernement plutôt efficace était plus que suffisant pour une pluralité d'électeurs relativement aux libéraux dirigés par Alexander Mackenzie, Edward Blake et même Wilfrid Laurier. Macdonald s'est brillamment lié avec un groupe intéressant de leaders d'opinion politiques clé, d'entrepreneurs politiques locaux et, non le moindre, l'Église catholique, une institution pour laquelle il n'avait aucun intérêt et n'avait aucune relation. Sans surprise à la lumière de cette popularité particulière, les éloges de Macdonald à la Chambre des communes ont été récitées par deux Québécois francophones, son ami Hector Langevin et son adversaire, Wilfrid Laurier.

Comment ce succès s'est-il exprimé ? Un examen attentif des résultats électoraux très détaillés au Québec fournis par le Parlement du Canada offre quelques indices.[4]

En partie, Macdonald a été chanceux avec les adversaires qu'il a dû confronter. En 1867, la question soumise au peuple était la Confédération elle-même. L'opposition en état de choc composée de libéraux essentiellement anonymes fut officieusement dirigée par Brown, un homme qui détestait le Canada français. Dans cette première élection, 14 conservateurs ont été élus par acclamation tout comme cinq libéraux conservateurs, près d'un tiers des 65 sièges, tandis que les libéraux ont été acclamés dans seulement quatre circonscriptions. Le parti conservateur de Macdonald a remporté 37 des 65 sièges de la province et 29 % des voix tandis que les libéraux-conservateurs ont remporté 11 sièges et 12,1 % des voix, pour un total combiné de 48 sièges et 41,1 % des voix. Le Parti libéral, en revanche, n'a remporté que 17 sièges et 28 % du vote. Leur chef présumé, Antoine-Aimé Dorion, a remporté

Hochelaga, le vaste quartier qui englobe la partie est de l'ile de Montréal, mais seulement une poignée de votes le séparait d'un candidat très peu connu. La coalition des conservateurs et des libéraux a raflé tous les sièges de la province, dissimulant le fait que 31,8 % des votes fut distribué parmi une grande variété de candidats indépendants, sans qu'aucun ne soit effectivement élu. Le soutien pour les candidats non affiliés faisait partie d'une tendance nationale à l'époque : les électeurs ontariens ont donné 37,6 % des voix à plusieurs indépendants, le Nouveau-Brunswick 39,3 % et 24,4 % en Nouvelle-Écosse.[5]

Faisant face à une opposition plus difficile avec l'équipe informelle de Blake (qui a été premier ministre de l'Ontario) et de Mackenzie en 1872, Macdonald a souligné les énormes réalisations de son premier mandat et a demandé plus de temps aux électeurs pour terminer le travail de la Confédération. Tout comme en 1867, 19 circonscriptions furent incontestées au Québec — neuf sont allées aux conservateurs, cinq aux libéraux-conservateurs et cinq aux libéraux. Pour le reste, la campagne au Québec s'est concentrée sur la position de neutralité de Macdonald en regard au retrait du financement des écoles catholiques du Nouveau-Brunswick. Cette question a enflammé les ultramontains de plus en plus influents et le leadership de plus en plus confiant du Parti libéral de Louis-Amable Jetté, lequel l'avait rebaptisé le Parti national. Jetté a fait campagne contre Cartier lui-même dans l'est de Montréal et a remporté le siège. La coalition de Macdonald, composée de conservateurs, de libéraux conservateurs et d'un conservateur indépendant (dans la circonscription de Beauharnois, qui a élu un « indépendant » conservateur ou un conservateur dans six des sept élections) a tout de même remporté 38 sièges et a augmenté sa part du vote à 44,3 %, même si elle a perdu 10 sièges, et plus particulièrement à Montréal et le long de la rive sud du Saint-Laurent. Comme dans la première élection nationale, près d'un électeur sur quatre a exprimé son soutien pour des candidats indépendants locaux (dans cette dernière élection avant que le scrutin secret ne soit introduit en 1874).

L'onde de choc du scandale du Pacifique a secoué le parti de Macdonald au Québec dans la débâcle de 1874. Faisant face à un Parti libéral uni beaucoup plus fort sous Mackenzie et Dorion, et privé de l'aide de Cartier, le vote de Macdonald s'est effondré au Québec. Ses conservateurs/libéraux-conservateurs ont encore remporté 14 circonscriptions par acclamation, mais les libéraux ont triplé leurs victoires par acclamation et ont remporté 16 sièges. Dans les circonscriptions contestées, la coalition de Macdonald a recueilli 38,1 % des voix, une baisse de plus de 20 %, et seulement 29 sièges. Ce résultat désastreux, tout de même, était comparable au résultat des libéraux. Ceux-ci ont recueilli 36,7 % du vote, mais ont remporté 36 sièges, plus que les conservateurs pour la première fois. Plus de 25 % des électeurs du Québec ont une fois de plus choisi une grande variété d'indépendants.

Macdonald a fait son grand retour en 1878, capturant 48 sièges et 50,9 % des voix, tandis que les libéraux ont chuté à 17 sièges et 21,2 % des voix. Bien que le nombre de voix pour des candidats indépendants a continué à baisser ailleurs au Canada, il a de nouveau grimpé au Québec, atteignant plus de 27 % des votes. En d'autres termes, plus d'un quart de la population en mesure de voter ne pouvait pas s'engager à soutenir un parti. La coalition de Macdonald a remporté seulement trois circonscriptions par acclamation, tandis que les libéraux en ont remporté une seule de cette manière, un autre changement radical dans la politique québécoise. Tout de même, les gains ont été impressionnants puisque les électeurs québécois ont manifesté leur mécontentement face au gouvernement Mackenzie et ont triplé leur soutien pour la proposition de politique nationale de Macdonald. L'équipe provinciale de Macdonald était maintenant dirigée par Langevin (qui a perdu son siège, ironiquement, et aurait eu à se présenter à une élection pour retourner au Cabinet) et Israël Tarte, l'organisateur par excellence.

La popularité du gouvernement Macdonald s'est poursuivie en 1882, et pas moins de 16 de ses collègues ont été élus par acclamation à la Chambre des communes. Les libéraux ont remporté seulement un siège de cette manière. Ailleurs dans la province, les conservateurs ont obtenu de meilleurs résultats que l'opposition dirigée par Blake. La coalition de conservateurs, libéraux conservateurs, conservateurs nationalistes et conservateurs indépendants de Macdonald a augmenté son emprise avec 52 sièges et 50,3 % des voix. Enfin, le support pour les candidats sans parti au Québec commençait à éroder, se traduisant par un plus grand soutien pour Macdonald. Les libéraux ont perdu trois sièges et leur part du vote populaire a chuté à 24,1 % — près de 4 % de moins que le vote pour les candidats sans parti. C'était, pour eux, leur défaite la plus humiliante de l'ère Macdonald.

La popularité de Macdonald avait le vent dans les voiles lorsque les troubles de l'insurrection dans l'ouest en 1885 et la pendaison de Louis Riel en novembre ont menacé de détruire son nom au Québec. Le moment aurait difficilement pu être pire pour le gouvernement, mais Macdonald a lancé une élection qui aurait lieu quinze mois après l'exécution de Riel.

Faisant face à Blake à nouveau, Macdonald s'attendait à des résultats désastreux au Québec en février 1887, et ce fut le cas en termes de sièges puisqu'il a perdu 16 des 52 sièges (23 sièges ont été remportés par les conservateurs, huit par les libéraux-conservateurs et deux par les conservateurs indépendants, pour un total de 36). Trois libéraux ont été acclamés, tandis que trois sièges de conservateurs ont été remportés sans être contestés. Pour le reste, c'était la proportion du vote populaire remportée par la coalition de Macdonald qui fut remarquable : 50,1 %, une toute petite différence goutte par rapport au résultat de 1882! Tout de même, les gains des libéraux ne pouvaient pas être ignorés. Blake, et Laurier qui prenait de plus en plus de place dans le leadership du parti libéral, a plus que doublé le vote

libéral, lequel a grimpé à 41,5 %, et a pratiquement anéanti le vote indépendant. Macdonald a perdu le nombre de sièges auquel il aurait pu s'attendre (bien qu'il ait tout de même gagné dans l'ensemble), mais sa domination du vote populaire doit avoir surpris tout le monde, lui compris.

La résilience remarquable de Macdonald fut confirmée quatre ans plus tard, en 1891, lors de sa dernière élection. Une fois de plus, l'élection se tourna vers la politique nationale et l'alternative libérale d'une forme plus libre-échangiste des échanges commerciaux avec le monde extérieur. C'était la dernière campagne de Macdonald, une course sous la bannière de « The Old Flag, The Old Policy, the Old Leader », Macdonald rappelant à ses électeurs québécois qu'il menait une campagne en faveur de l'empire, sur une plateforme économique qui n'avait guère apporté la prospérité au territoire. Quelque peu blessé par les allégations de corruption autour de Langevin et Thomas McGreevy, Macdonald confrontait aussi Laurier, un natif de Québec, comme leader de l'opposition. Honoré Mercier, premier ministre du Québec et chef du Parti nationaliste, a également fait campagne contre les conservateurs. La situation était aggravée par le fait qu'un des députés de l'Ontario les plus prometteurs de Macdonald, D'Alton McCarthy, était à la tête d'une croisade antifrançaise. Le vieillissant Macdonald ne pouvait pas organiser une grande campagne au Québec, et les conservateurs ont perdu six sièges supplémentaires en conséquence. Avant que les votes ne soient comptés, un conservateur avait été acclamé, et Langevin et McGreevy avaient été réélus. Lorsque les voix attribuées aux différents indépendants « conservateurs » furent comptées, Macdonald avait rassemblé, incroyablement, 49,1 % du vote, c'est-à-dire une perte d'1 % par rapport au résultat de 1887. Les libéraux ont remporté 33 sièges — trois de plus que Macdonald — et avaient finalement mis la main sur la forteresse de Québec, non pas parce que plus de gens avaient soutenu le parti, mais parce que le vote avait été distribué plus efficacement.[6]

Macdonald a réussi à attirer de solides candidats, même s'ils étaient parfois ternes, et il a rarement perdu un membre du cabinet du Québec dans une élection générale. Cartier, certainement, était au plus haut rang, mettant ses amis au service de la cause conservatrice. Cartier a cimenté une base solide au Québec qui a permis à Macdonald et à son administration de se présenter comme étant sympathiques à la réalité du Québec. Le premier cabinet contenait trois Canadiens français (tous du Québec) : Cartier (Milice et Défense), Hector-Louis Langevin (Affaires indiennes, puis Travaux publics) et Jean-Charles Chapais (Agriculture et Statistique, puis Receveur général). D'autres allaient rejoindre Macdonald au sein de son cabinet pendant son mandat, avec divers degrés de succès, dont deux anciens premiers ministres du Québec, Joseph-Alfred Mousseau et Adolphe Chapleau, et d'autres comme Theodore Robitaille, Louis F.G. Baby, Rodrigue Masson, Adolphe Caron.

Au cœur du Carré Dominion au centre-ville de Montréal, un monument à la mémoire de John A. Macdonald se dresse fièrement depuis 110 ans. Il a été financé par les citoyens locaux et dévoilé par le gouverneur général le 6 juin 1895. Il représente encore aujourd'hui la commémoration la plus élaborée de Macdonald : habillé comme Chevalier de l'Ordre du Bain, il se tient sous un baldaquin de pierre surmonté d'une figure féminine portant une corne d'abondance (représentant le Canada). Les gens se demandent sans doute pourquoi un tel monument imposant se dresse au cœur de la deuxième plus grande ville francophone au monde ; il se dresse comme un rappel éloquent de la popularité de l'homme au Québec en son temps.

NOTES

1 *Loi constitutionnelle, 1867*, préambule.

2 Chambre des communes, *Débats*, 1er mai 1888, colonne 1096.

3 Cette question n'a pas été abordée. Les élections fédérales au Québec de 1867 à 1891 sont mentionnées en passant dans la monographie d'Arthur Silver, *The French Canadian Idea of Confederation, 1864-1900* (Toronto : University of Toronto Press, 1982) et celle de Ramsay Cook, *The Maple Leaf Forever* (Toronto : Macmillan, 1971), en particulier le chapitre 5. Les métatraitements ne donnent pas au Québec une attention particulière. Voir John Duffy, *Fights of our Lives* (Toronto : HarperCollins, 2002) et Lawrence Leduc, Jon Pammett, Judith McKenzie & André Turcotte, *Dynasties and Interludes : Past and Present in Canadian Electoral Politics* (Toronto : Dundurn, 2010).

4 Les statistiques utilisées dans cette étude sont tirées du site web du Parlement du Canada "History of Federal Ridings Since 1867" : http://www.parl.gc.ca/About/Parliament/FederalRidingsHistory/HFER.asp. Ces résultats sont beaucoup plus détaillés que les chiffres couramment utilisés fournis par J. Murray Beck, *Pendulum of Power : Canada's Federal Elections* (Toronto : Prentice-Hall du Canada, 1968).

5 Très peu a été écrit à propos de l'élection 1867 au Québec. Marcel Bellavance souligne le niveau élevé d'abstention, mais néglige le niveau élevé de soutien pour les « indépendants » dans son étude de l'élection 1867 au Québec. Voir *Le Québec et la confédération : un choix libre ? Le clergé et la constitution de 1867* (Sillery, Septentrion, 1992). Bellavance soutient que le clergé était fortement impliqué dans l'élection. Walter Ullman avance un point de vue opposé dans "The Quebec Bishops and Confederation", un article paru initialement dans le Canadian Historical Review en 1963 et réimprimé dans l'anthologie de Ramsay Cook (éd.) *Confederation* (Toronto : University of Toronto Press, 1967). La période est largement discutée dans Michel Brunet, « Les Canadiens français face à la confédération (1867-1966) », Michel Brunet, *Québec-Canada Anglais : deux itinéraires, un affrontement* (Montréal : Éditions HMH, 1969).

6 La campagne est bien décrite dans Christopher Pennington, *The Destiny of Canada : Macdonald, Laurier and the Election of 1891* (Toronto : Allen Lane, 2011).